

## **FO QUITTE LA SEANCE DU CSE**

### **Halte au mépris des salariés !**

Nous avions prévu de faire une déclaration au CSE pour dénoncer la mise en œuvre d'une nouvelle grille horaire pour les CMA du pôle exploitation Ouest de CDG sans que les élus du CSE en aient même été simplement informés.

Une fois de plus la représentation du personnel et les attributions du CSE sont méprisés par la direction et nous ne pouvons pas l'accepter et encore moins le passer sous silence malgré l'actualité.

Une fois de plus méprisés car s'agissant de l'actualité, alors que nous sommes engagés pour le retrait total de la réforme des retraites, vous avez osé nous répondre au dernier CSE ne pas commenter les rumeurs quand nous vous interpellions sur la remise en cause du "pécule".

Une fois de plus méprisés quand vous osez répondre que le CSE n'est pas une instance de revendication quand nous avons abordé les revendications des femmes.

Une fois de plus méprisés quand un groupe de travail vous demande la simple communication d'un compte rendu de CMOS sans l'obtenir pendant des semaines.

Mais l'actualité est marquée par la hauteur dérisoire des primes de participation et d'intéressement qui ont été communiquées hier en guise de "reconnaissance collective pour l'engagement et les efforts quotidiens de tous au service de l'entreprise" ainsi que le PDG l'a écrit mardi 7 mars, jour de grève pour le retrait de la réforme.

Après avoir annoncé avec une grande satisfaction la signature d'un accord d'intéressement pour l'exercice 2022 et s'être félicité d'un retour rapide aux bénéficiaires cette année (approchant finalement le niveau de 2019), la direction récompense donc les efforts et les sacrifices des agents par des sommes qui sont reçues comme un signe de mépris par beaucoup alors qu'on annonce une inflation à 10% sur l'alimentaire.

Pire encore nous apprenons le même jour, par un courrier du Secrétaire de la CGT, comment vous avez utilisé un critère partiellement non atteint du fait d'éléments indépendants du travail des salariés pour raboter la prime d'intéressement.

Alors que le pays et l'entreprise sont en proie à une tension sociale grandissante, vous choisissez une nouvelle fois la provocation à l'instar de Macron qui maintient son projet alors que des millions de travailleurs, salariés et jeunes sont en grève et manifestent.

Macron / direction d'ADP : même comportement et même mépris !

Au regard de cette situation, la satisfaction des revendications ne passera pas par la tenue tranquille du CSE du fait même du comportement de la direction.

Nous ne voyons donc aucune raison de continuer à faire acte de présence au CSE une fois de plus.

Quel intérêt de rester écouter aujourd'hui une série de vœux et de déclarations d'intentions sans effet concernant l'égalité professionnelle Femme/Homme qui n'évolue pas depuis 20 ans malgré les accords, et qui vient même de régresser cette année alors que vous ne répondez jamais à nos propositions comme le retour à la sur-rémunération des temps partiels très majoritairement occupés par les femmes par exemple ?

Et ce alors que nous devons combattre de toutes nos forces et par tous les moyens une réforme des retraites injuste et inutile. Réforme qui pénalisera encore plus les femmes justement.

Nous quittons donc immédiatement cette instance pour nous consacrer à notre raison d'être : la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs d'ADP, et nous invitons les autres élus à en faire de même.